28/04/2025

Sam Altman contraint de réagir après une fuite de documents sur le traitement des anciens salariés d'OpenAI

Sam Altman s'est fendu d'un message d'excuse sur X le 18 mai, notamment à destination des anciens employés d'OpenAI. La veille, le média américain Vox révélait, document à l'appui, l'extrême sévérité des conditions de départs de la société, rares même pour la Silicon Valley. Un nouvel article publié ce jour met en doute la sincérité du PDG. OpenAI, pire (ex)employeur de l'année Les derniers jours ont été compliqués pour OpenAI. Ilya Sutskever, co-fondateur de l'organisation, chargé de la sécurité des modèles a annoncé son départ à la mi-mai. Sa situation était compliquée depuis qu'il avait pris part à l'éviction de Sam Altman en novembre, avant de faire machine arrière. Dans la foulée, Jan Leike, chercheur principal chez OpenAI, chargé de veiller au développement de l'IA dans l'intérêt de l'humain, a aussi pris la porte. Enfin, la sortie de GPT-4o a été ternie par l'accusation d'avoir volé la voix de Scarlett Johansson. L'article de Vox est arrivé au milieu. Il est révélé que les employés souhaitant quitter l'entreprise doivent signer un accord de non-divulgation (NDA) et non-dénigrement très strict et à vie. Dans certains cas au moins, les concernés avaient 7 jours pour consulter et parapher la masse de documents juridiques. En cas de refus, ou même de demande de délai, les futurs ex-employés s'exposaient à être privés de leurs parts dans l'entreprise ou l'interdiction de les vendre. Avec une valorisation estimée à quasi 100 milliards de dollars, ce sont des millions qui s'envolent. Il est classique dans la Silicon Valley que la rémunération classique dans une start-up soit doublée de paiement avec des actions de l'entreprise. Il n'est pas rare non plus que ces actions finissent par s'imposer comme le revenu principal des employés. Les clauses de non-divulgation sont aussi répandues. Cependant, cette forme de chantage d'OpenAI sur les salariés serait beaucoup plus inhabituelle. Cela expliquerait le silence de beaucoup d'ex, interdit de révéler l'existence même des NDA. En tant qu'entreprise privée, non cotée en Bourse, OpenAI garde un certain contrôle sur les parts de ses employés. Ils n'ont pas la même liberté d'en disposer qu'avec des actions classiques. Une repentance un peu tardive et une culture du secret aux ramifications préoccupantes Sam Altman a fait amende honorable, reconnaissant l'existence de telles clauses que c'était une erreur et qu'elles n'auraient jamais servi, « c'est de ma faute et l'une des rares fois où j'ai été vraiment gêné de diriger OpenAI ; je ne savais pas que cela se produisait et j'aurais dû ». En interne, Jason Kwon, directeur de la stratégie, a admis qu'elles existaient depuis 2019 et a assumé « avoir commis une faute ».

in regards to recent stuff about how openai handles equity: we have never clawed back anyone's vested equity, nor will we do that if people do not sign a separation agreement (or don't agree to a non-disparagement agreement). vested equity is vested equity, full stop. there was… — Sam Altman (@sama) May 18, 2024 Ces réactions ont entraîné la publication d'un second article de Vox, ce 23 mai. La journaliste derrière ces révélations, Kelsey Piper, affiche son scepticisme sur la sincérité de la repentance et l'ignorance affichée. Elle note que les signatures d'Altman et de Kwon figurent sur les documents de départs des salariés, comportant les clauses déjà dévoilées. Elle ajoute que Sam Altman a signé en avril 2023 un document relatif à la holding gérant les capitaux d'OpenAI lui accordant d'immenses pouvoirs sur les parts « données » aux salariés. Selon la journaliste, ce manque de transparence dans le rapport employé – employeurs, interroge le rapport plus global

d’OpenAI à la transparence. Comme son nom l’indiquait, la société, non lucrative initialement, avait pour but d’ouvrir ses travaux à tous. Ce n’est plus le cas. La société met en avant des raisons de sécurité. Cette difficulté à la transparence et aux éventuelles récriminations interroge alors qu’OpenAI travaille sur une intelligence artificielle générale (AGI), supérieure à l’homme en tout point. Sam Altman est le premier à reconnaître que ces recherches et leurs contours posent de légitimes questions de sécurités majeures. Devant les inquiétudes de la communauté ou des élus, il plaide… la transparence. Pour ses (ex)employés, OpenAI s’est en tout cas engagé à supprimer les clauses de non-dénigrement. La société assure que cela vaut pour l’avenir, mais aussi pour en libérer ceux qui les ont déjà signés « Nous sommes extrêmement désolés de ne changer ce langage que maintenant ; cela ne reflète pas nos valeurs ni l’entreprise que nous voulons être ». siecledigital

From:
http://aproposnews.com/ - **Apropos News**

Permanent link:
http://aproposnews.com/doku.php/elsenews/spot-2024/05/nda-openai

Last update: **24/05/2024**